

Au même titre que des millions de personnes, notre organisation syndicale a été choquée et bouleversée après le lynchage dont ont été victimes des fonctionnaires de police durant la nuit du 31 décembre à deux endroits différents en région Ile de France.

Ces images nous ont tous laissé sans voix et avec la même interrogation : Pourquoi s'en prendre d'une telle manière et avec une telle brutalité à des agents qui exercent leurs missions de service public pour assurer la protection et la sécurité de tous ?

La CGT Pénitentiaire tient à apporter tout son soutien aux victimes et à leurs proches mais également à tous les agents de cette profession qui sont désemparés par cette situation.

Au-delà de ce fait divers, il convient d'exiger que nos gouvernants politiques prennent leurs responsabilités et assument les décisions qu'ils prennent. Ces agressions ne sont pas le fruit que d'une animosité qui pourrait exister entre ces jeunes et les forces de l'ordre.

Le manque de moyens humains atteint un seuil très critique, les nouveaux fonctionnaires recrutés ne couvrent même pas les départs à la retraite, les mutations ou les démissions.

Le même constat est fait avec les moyens matériels et financiers. Le quotidien se traduit souvent par des lieux de travail très vétustes, par du matériel de travail et des véhicules obsolètes ou hors-service.

L'accroissement de leurs missions et la volonté d'avoir une vraie politique du chiffre, éloignent un peu plus tous les jours les forces de l'ordre de leur mission principale.

Vous aurez tous compris que, certes, nous n'exerçons pas au sein du même Ministère mais nous rencontrons les mêmes difficultés et le même mépris de la part de nos dirigeants. L'exigence et l'attente envers les agents qui exercent les missions régaliennes de l'Etat ne peuvent être confrontées à des cures d'austérité drastique.

**Il vraiment temps de faire comprendre à nos politiques que les missions de sécurité et de justice sont des piliers du service public de notre pays.
Il faut lui en donner les moyens.**

De plus, **la CGT Pénitentiaire** n'acceptera pas que certains se servent de ces faits divers pour salir ou remettre en cause le travail des agents du Ministère de la Justice. Il est irresponsable de qualifier le soi-disant « laxisme » d'une institution comme la seule explication à ces problématiques.

Ces situations trouvent souvent leurs causes par l'abandon des politiques de la de la ville, par l'échec des politiques de l'éducation nationale et par la destruction du marché de l'emploi.

La CGT Pénitentiaire sera toujours aux côtés de ceux qui exercent leurs missions pour garantir la justice, la protection et la sécurité à nos concitoyens.

Montreuil, le 04 Janvier 2018